

A Aubagne, un collectif large de soutien aux « Roms »

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 3 mai 2015

A Aubagne aujourd'hui, plusieurs familles Roms vivent sur un bidonville, dans des conditions d'extrême précarité.

Les Roms sont majoritairement des citoyens de l'Union Européenne depuis 2007 (bulgares et roumains). Ils devraient avoir le même statut que les centaines de milliers de Français expatriés au sein de la communauté européenne. Sauf qu'ils demeurent, éternels bannis de l'histoire, dans une grande pauvreté. Ils sont considérés comme des populations de seconde zone, après avoir été pourchassés et massacrés par le nazisme. Actuellement, environ 20 000 Roms se trouvent en France. Ce sont des populations sédentaires (à la différence des gens du voyage) qui ne demandent qu'à trouver une modeste place pour vivre dignement.

Installer ces familles, garantir la scolarisation des enfants, l'enjeu est-il vraiment démesuré pour notre pays et ses 36 000 communes ?

S'y refuser pour d'obscures raisons politiciennes, se contenter de faire expulser ces errants, c'est reporter ce drame humain sur la collectivité voisine. Cette inertie, de l'Etat jusqu'aux mairies, relève de la non assistance à personnes dans l'extrême misère, adultes et enfants.

Fermer les yeux ne fait pas disparaître le problème. Cela contribue au contraire à développer des difficultés, des nuisances et des tensions pour l'ensemble de la population environnante.

Une seule commune dans les Bouches du Rhône a pris courageusement le problème à bras le corps : Gardanne. Des résultats sont là, malgré les difficultés rencontrées et les déchainements hystériques du Front National et des forces racistes : des hébergements assurés, des règles de vie

édictees avec des devoirs et des droits. Cette expérience mérite un regard attentif.

Un collectif de soutien intervient à Aubagne depuis plusieurs semaines, pour les accompagner dans leur processus d'intégration, scolarisation, alphabétisation, tri sélectif des déchets issus du ferrailage, démarches administratives. Huit adultes ont pu intégrer un chantier d'insertion rémunéré grâce à l'aide de la fondation Abbé Pierre. Cela demande beaucoup d'investissement, mais pénétrer à l'intérieur du bidonville fait tomber quelques barrières et idées préconçues... Ce travail d'intégration dans de nombreux domaines sera brisé si l'expulsion intervient, brutale et inutile, car les Roms, qui aujourd'hui ont pour seul choix l'errance, trouveront un autre camp.

Nous n'accepterons pas que tout le travail entrepris avec ces familles soit anéanti. Quitter le bidon ville, bien sûr, mais le départ doit obligatoirement s'accompagner d'une solution collective humaine honorable acceptée par les familles Roms.

Christine Vandrame, Jean Philippe Izquierdo